



L'engagement de l'état pour le nouveau CHRU : **Une gigantesque arnaque**

Alors que certains politiciens et syndicats se félicitent des annonces du ministre de la Santé (**400 millions d'investissements, reprise d'une partie de la dette, annulation de 300 suppressions de postes**), nous dénonçons une gigantesque arnaque.

« Acte fondateur » pour Mathieu Klein (maire PS de Nancy), « Engagement tenu » pour Carole Grandjean (député LREM).

Sous des annonces attendues, nous dénonçons **une opération de communication** et une interprétation des chiffres.

Sur **la suppression des 598 postes** prévus par le plan COPERMO ces dernières années, déjà **275 postes ont été supprimés** (seulement 300 seraient maintenus). Le gouvernement, sous son air de sauveur, **omet volontairement** de communiquer sur **les 150 postes de techniques et administratifs à supprimer** que notre cher directeur a annoncé dans un article d'HOSPIMEDIA, le 23 février 2021.

Nous défendons un hôpital où chaque poste, chaque corps de métier, a son importance, son utilité pour la prise en charge du patient !

135 postes de professionnels de santé (tel que mentionné dans l'article HOSPIMEDIA) ne suffiraient pas à compenser **les centaines de postes supprimées**. Pour preuve, lundi 22 mars sur France3, le DRH en était réduit à recruter des étudiants pour combler le manque de personnel.

Nous redoutons et dénonçons la place de plus en plus importante du privé dans les années à venir pour toutes prestations non médicales. **Pour les administratifs**, un système qui tenterait de s'inspirer des plateformes téléphoniques comme Doctolib pour la prise de RDV, ce qui va encore augmenter le bénéfice de ces entreprises ! **Pour les techniques**, ça va devenir de plus en plus compliqué de faire réparer et entretenir le matériel en temps et en heures.

Alors que tout le monde se doutait de la reprise, en partie, de la dette, (annoncée par le gouvernement en novembre 2019), on se demande bien comment le CHRU va trouver l'argent pour financer tout le reste, à **moins de faire de nouvelles économies sur notre dos**. L'État se permet d'évoquer 400 millions d'investissements afin de continuer le plan initial (tout remonter à Brabois). Une somme qui paraît astronomique mais ridicule comparée aux milliards donnés aux sociétés privées (Renault, Air France...).

Il est honteux, dans cette période de crise sanitaire, d'oser parler de suppressions de postes, d'essayer d'acheter le silence des agents avec une prime COVID, et une augmentation qui ne reflète même pas l'inflation subie, depuis le gel du point d'indice.

Nous ne demandons pas grand-chose : travailler dans de bonnes conditions, en nombre suffisant et nécessaire pour donner des soins dignes aux patients, être payés dignement, en respectant nos repos et nos 3 semaines de CA en été.

Bref travailler normalement !

Il ne tient qu'à nous d'exprimer notre révolte contre ces dirigeants pour qui les économies valent plus que nos vies !

Le 23.03.21